

# Oxygène, Demain... L'offre politique explose

- De petites formations émergent dans le paysage politique francophone.
- Ces partis qui ne disent pas leur nom veulent dépasser la politique traditionnelle.
- Ils sont pris dans une contradiction : réussir électoralement tout en incarnant le souffle du renouveau.

Les élections approchent et le paysage politique francophone a rarement été aussi riche de promesses. De nouvelles petites formations sont en train d'émerger. Leurs noms peuvent faire rêver : Oxygène, Demain, E-Change, En Marche.be, etc. Leurs créateurs veulent réformer la démocratie, lui redonner ses lettres de noblesse. Leur logique est la même : rassembler au-delà des clivages classiques, au-delà des partis politiques traditionnels. Toutefois, inscrire durablement une nouvelle offre politique est un pari risqué et la réussite d'Emmanuel Macron en France, grâce à "En marche", ne sera pas si facilement reproductible en Belgique.

*"Ces formations politiques émergentes, ces protopartis, sont-ils le signe d'un changement de paradigme politique ?", s'interroge Benoît Rihoux (UCL), professeur au Centre de science politique et de politique comparée (Cespol). Ou bien s'agit-il simplement de mouvements qui ont pour but de devenir des partis classiques, de conquérir le pouvoir, de se plier aux logiques institutionnelles, aux rites parlementaires, aux règles de composition des listes ? Dans ces protopartis, on retrouve ces deux idées. Elles sont en tension : lancer un nouveau parti qui réussira électoralement et, en même temps, faire de la politique autrement."*

## "Atteindre une masse critique"

Selon le politologue, ces nouvelles formations ont quelques points communs : elles se fondent sur les réseaux sociaux et ont un projet relativement flou, à ce stade en tout cas. *"Ces partis en voie d'émergence veulent arriver à une masse critique. Ils n'ont pas encore les caractéristiques des partis politiques établis. Pour l'instant, il s'agit surtout de réseaux d'échange, où le membership n'est pas encore formalisé. En fait, on ne sait pas bien qui en fait*

*"Ces protopartis sont surtout des réseaux d'échange, où le membership n'est pas encore formalisé. En fait, on ne sait pas bien qui en fait partie ou pas."*

**Benoît Rihoux**  
Politologue (UCL).

*partie ou pas. C'est flagrant dans le cas de E-Change, constitué autour de Jean-Michel Javaux. Au niveau idéologique, ces protopartis sont dans une ligne relativement ouverte. Ils disposent parfois d'un manifeste de quelques pages, ont quelques lignes de force, mais c'est tout." A leur base, on trouve des "nouveaux entrepreneurs de la politique", qui ont des idées mais n'ont pas forcément la patience de passer par une carrière compliquée au sein des grandes formations où la lutte pour la place sur les listes est déjà aigre.*

## "Ne pas sous-estimer les partis traditionnels"

Quoi qu'il en soit, Benoît Rihoux voit dans sa boule de cristal un parcours semé d'embûches pour ces petites formations. *"Il ne faut pas sous-estimer les partis traditionnels : ils peuvent eux aussi changer de label, explique-t-il. Par exemple, ça fait déjà longtemps que le PRL s'est transformé en un 'mouvement', le Mouvement réformateur ou MR. Ecolo a également veillé à ne pas utiliser le terme parti pour se définir." Autrement dit, les formations déjà installées dans le jeu électoral ont la capacité à intégrer le changement, au moins de manière cosmétique, et à "tuer" les nouveaux venus.*

Autre écueil sur lequel les challengers pourraient se fracasser : la définition inéluctable d'un corpus idéologique plus précis. *"Ces formations vont très rapidement être confrontées à des enjeux de société qu'elles n'ont pas choisis. Prônent-elles l'interventionnisme étatique ou, au contraire, un Etat en retrait ? Sont-elles en faveur des libertés individuelles ou bien du contrôle des individus ?" Trancher ces questions pourrait faire éclater ces "protopartis" avant leur éclosion. Rendez-vous aux élections de 2019 pour savoir qui sera sur la ligne de départ..*

F.C.

## MDC

Après son retrait du Mouvement de gauche (MG), ses longs ennuis judiciaires et son acquittement, Bernard Wesphael (également ex-Ecolo) compte bien se relancer politiquement. Il envisage la création d'un nouveau mouvement mais sur un plus long terme. En 2018, il présentera une liste citoyenne dans la commune d'Awans. Par ailleurs, il a annoncé aussi vouloir créer un mouvement, encore un, le MDC pour "mouvement pour la démocratie et les citoyens". Il espère rassembler les acteurs et responsables au-delà des clivages politiques traditionnels et réunir les différents groupes de réflexion qui existent aujourd'hui en Wallonie et à Bruxelles.

S.Ta.

## E-Change

Il ne s'agit officiellement que d'un groupe de réflexion qui veut contribuer à la transparence démocratique, à la réforme des pratiques politiques. Mais E-Change, constitué autour de Jean-Michel Javaux (ex-coprésident d'Ecolo) pourrait déboucher sur un mouvement politique présent aux élections de 2019. Ses chevilles ouvrières sont lancées dans une phase de "recrutement" de personnalités de la société civile. On sent bien qu'E-Change mise sur la crise que traverse actuellement le CDH et le centre politique du côté francophone pour, un jour peut-être, prendre la relève. Plusieurs politiciens expérimentés en font partie : Melchior Wathelet, Didier Gosuin, Alda Greoli...

F.C.

## En Marche.be

Pour une série d'entrepreneurs francophones actifs dans le secteur numérique, l'élection d'Emmanuel Macron en France a provoqué un déclic. Emmené notamment par un ancien journaliste économique, Jean-Yves Huwart, En Marche.be regroupe actuellement une quarantaine d'entrepreneurs qui dénoncent l'immobilisme politique actuel. L'initiative est cependant ouverte à tout membre de la société civile. En Marche.be se définit comme un mouvement ni de gauche ni de droite. *"Le mouvement refuse de se définir par rapport à un axe gauche-droite qui n'est, pour lui, plus adapté à la réalité du XXI<sup>e</sup> siècle. Il prône une méthode de gestion basée notamment sur la collecte constante et l'analyse objective des données ainsi que le débat ouvert"*, peut-on lire sur leur site Internet. En Marche.be prône notamment la fin du cumul des mandats, une limitation à deux mandats consécutifs, le remplacement du Plan Marshall, les circuits courts ou encore la fin de l'étalement urbain.

S.Ta.

## Demain

Créé il y a quelque mois, "Demain" – dont le nom s'inspire du film de Mélanie Laurent et Cyril Dion qui traite des solutions alternatives pour résoudre les crises écologiques – n'est pas tout à fait un nouveau parti. Si le nom choisi s'inscrit pleinement dans la mouvance actuelle des nouveaux mouvements qui émergent surtout à gauche, "Demain" est le fruit de la fusion entre Vega (verts et de gauche) et le Mouvement de gauche (MG). Vega dispose d'ailleurs d'un conseiller communal à Liège. Vega avait été créé avant les élections communales de 2012 à Liège. Son programme était uniquement destiné à ce niveau de pouvoir. En s'alliant avec le Mouvement de gauche, créé, à l'époque par l'ancien Ecolo Bernard Wesphael, les deux partis tentent de trouver un nouvel élan. Pour rappel, Bernard Wesphael avait quitté le Mouvement de gauche au début de ses ennuis judiciaires.

S.Ta.

## La Wallonie insoumise

Décidément, la politique française a marqué fortement les esprits, puisque, outre l'apparition dans le paysage francophone belge d'En Marche.be, un autre mouvement d'inspiration française a vu le jour récemment en Belgique. C'est dans le camp de Jean-Luc Mélenchon que l'on pêche, cette fois-ci, avec la création de "La Wallonie insoumise". Encore une fois, on refuse ici l'appellation de parti politique – qui n'a décidément plus la cote – pour celle de mouvement. La Wallonie insoumise se dit notamment en faveur d'une Wallonie souveraine et laïque. Il souligne par ailleurs *"l'urgence écologique"* et souhaite maîtriser la finance bancaire, rompre avec l'austérité et susciter l'éco-reliance. Le mouvement wallon *"s'est formé par un ensemble de citoyens, animés par le désir d'un avenir commun et avec pour objectif ultime de permettre au peuple wallon d'exercer sa pleine souveraineté"*. Le mouvement défend surtout une Wallonie autonome issue d'une nouvelle réforme de l'Etat. Il compte aussi déposer de nombreuses listes lors des prochaines séquences électorales.

S.Ta.

## Oxygène

Depuis trois ou quatre ans, Barbara Dufour (enseignante) et son époux Walter Feltrin (entrepreneur), de Fleurus, cogitent sur un projet de nouveau parti politique. L'offre politique francophone ne leur convient absolument pas. Après la rédaction de deux cartes blanches chez nos confrères du "Vif", relatives aux affaires qui secouent début 2017 le monde politique francophone, qui ont été relativement bien relayées sur le Web, ils se décident enfin. Leur démarche s'inscrit pleinement dans la tendance actuelle qui veut que ces nouveaux mouvements se détachent un maximum des partis traditionnels. Pour évoquer les grandes lignes de leur vision politique Feltrin et Dufour ont rédigé un ouvrage intitulé "Alternative. Ni PIB, ni Front national" qui propose une "révolution citoyenne pacifique". Ils annoncent avoir l'intention de déposer des listes lors des prochaines élections communales de 2018. Pour l'heure, ils ne comptent pas recruter de machines à voix venant de partis traditionnels. Ils disent vouloir porter des personnalités actives sur le terrain et spécialisés dans un domaine particulier.

S.Ta.